



EN COUVERTURE

“LE DISCOURS ÉGALITARISTE EST DESTRUCTEUR”

*Relance des internats, reprise en main de la formation des enseignants ou encore remise en cause du collège unique : le ministre de l'Éducation **Jean-Michel Blanquer** veut secouer le monde scolaire. Et ça commence dès cette rentrée*

Propos recueillis par **GURVAN LE GUELLEC ET MORGANE BERTRAND**

Le président de la République n'a plus abordé les questions éducatives, dont il avait pourtant fait son « combat premier », depuis son élection. Est-ce à dire qu'il vous a donné carte blanche ?

L'éducation est un chantier majeur du président de la République. Emmanuel Macron est un intellectuel qui aime l'action, qui a réfléchi aux enjeux de la transmission, et qui cherche à articuler tradition et modernité. Il sait l'importance de la culture générale, d'un ancrage de nos enfants dans la langue et dans l'histoire et, en même temps, la nécessité de se projeter dans le futur, de tenir compte des avancées technologiques. Je peux dire que nous sommes intellectuellement en osmose. Nous travaillons en pleine confiance.

En tant que ministre, vous expliquez travailler pour une « école de la confiance ». Qu'est-ce que vous entendez par là ?

La confiance, c'est le mot-clé. On parle beaucoup de la nostalgie de l'école d'autrefois. Mais je pense qu'il s'agit moins d'une nostalgie de l'école telle qu'elle était que d'une nostalgie de la confiance qu'on avait en l'école. Dans ce qu'on appelle le malaise français, il y a, je crois, une crise de confiance de tous envers tous. Et ce tout particulièrement dans le domaine scolaire. Manque de confiance des parents en l'école, de l'institution en ses professeurs, des professeurs en l'institution. A la fin des fins, cela rejaillit sur les élèves eux-mêmes. Les enquêtes internationales le soulignent : les jeunes Français sont inhibés, pessimistes vis-à-vis du futur. Tous ces éléments doivent changer vite et bien. La confiance ne se décrète pas, mais on peut en créer les conditions, et c'est ce à quoi je m'emploie.

Votre première grande mesure a été le dédoublement des classes dans les CP de l'éducation prioritaire. Pourquoi ce choix en particulier ?

Parce que cette mesure a vu son efficacité validée par la recherche internationale. Et qu'elle intervient à la racine des problèmes de l'école. La première racine, c'est l'école primaire, là où se creusent irrémédiablement les inégalités scolaires. La seconde, c'est le CP, l'année où l'on apprend à lire, écrire, compter. Et la troisième, c'est l'enseignement prioritaire, là où se concentrent les publics les plus défavorisés. Si dès juin prochain, grâce aux classes dédoublées, les enfants des quartiers populaires sortent tous de CP en sachant lire, écrire, compter, je pense

que ce sera un vrai facteur de confiance, et un pied de nez à tous les fatalistes. Ce sera surtout un très grand progrès social.

Vous vous êtes fixé un objectif de 100% de réussite à la fin du CP. Concrètement, cela veut dire quoi ?

Cela veut dire que dès le mois de décembre, un enfant qui ne sera qu'imparfaitement entré dans la lecture devra être suivi avec une attention particulière afin qu'il finisse l'année avec les compétences attendues. On ne doit pas différer des apprentissages qui doivent être acquis au plus tôt. Ce qui doit être su et maîtrisé au CP doit être su et maîtrisé au CP.

Avant de prendre vos fonctions de ministre, vous soulignez que les difficultés n'étaient pas liées seulement à des questions d'effectifs, mais également à un déficit de formation des enseignants. Ça n'est plus un sujet ?

Bien au contraire. Dès l'année à venir, nous allons faire monter en puissance la formation initiale et continue des professeurs. Nous travaillerons avec le ministère de l'Enseignement supérieur et les Espé (Ecoles supérieures du professorat et de l'éducation) avec l'objectif que 70 à 80% des intervenants soient des enseignants chevronnés ayant fait leurs preuves sur le terrain – ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui. Côté recherches, nous mettrons en avant les méthodes d'apprentissage les plus efficaces en matière de lecture, d'écriture et de calcul. Il faut que les futurs professeurs dédient un temps important à ce qui sera demain le cœur de leur compétence.

C'est-à-dire ?

Pour la lecture, on s'appuiera sur les découvertes des neurosciences, donc sur une pédagogie explicite, de type syllabique, et non pas sur la méthode globale, dont tout le monde admet aujourd'hui qu'elle a eu des résultats tout sauf probants. Pour les mathématiques, on pourra s'intéresser par exemple à ce qui se passe à Singapour, puisque tout le monde reconnaît l'excellence de leur enseignement. Dans tous les cas, il me paraît normal que l'Éducation nationale, en tant qu'employeur des futurs professeurs, soit claire sur ses attentes vis-à-vis des Espé. Je sais que les universités, les Espé et les futurs professeurs ne demandent pas mieux.

Dans « l'École de la vie » et « l'École de demain », les ouvrages que vous avez publiés en 2014 et 2016, vous dressez le portrait d'un système scolaire idéal, assez proche ➤



Bio

A 52 ans, Jean-Michel Blanquer a été recteur de Guyane, directeur de cabinet adjoint de Gilles de Robien, recteur de Créteil, puis directeur de l'administration centrale du ministère. Cet ancien prof de droit se distingue par ses idées iconoclastes, comme lorsqu'il provoque la polémique fin 2011 en proposant de détecter les élèves en difficulté dès la maternelle. Après la victoire de la gauche, il prend la direction générale de l'Essec. Fonction dont il démissionnera pour devenir ministre.



► du fonctionnement des écoles privées sous contrat. C'est toujours votre vision en tant que ministre?

J'arrive avec une vision claire des enjeux. Une vision qui est partagée par l'essentiel des acteurs du monde de l'éducation, notamment les professeurs avec qui j'ai eu des centaines de discussions. Maintenant, il faut distinguer ce qui relève des engagements présidentiels, pour lesquels il y a une adhésion très claire de la société, et qu'il faut donc mettre en œuvre rapidement, et d'autres chantiers qui supposent beaucoup de concertations.

Quels chantiers? L'autonomie et la responsabilisation des enseignants, ces deux éléments-clés de votre « Ecole de demain », sur lesquels jusqu'à présent vous vous êtes peu exprimé?

Mon action ne se résumera pas à ces trois premiers mois, rassurez-vous. Lorsqu'on assouplit la réforme du collège, on répare ce qui avait été altéré avec la suppression des classes bilangues et du latin-grec, mais on garde les 20% d'heures laissées à la discrétion des établissements et on encourage les équipes à concevoir des projets éducatifs originaux et attractifs. De même, lorsqu'on fait évoluer les rythmes scolaires, ce n'est pas un « retour aux quatre jours », comme j'ai pu le lire. C'est une liberté nouvelle, une confiance faite aux territoires et aux acteurs pour définir l'organisation qui leur correspond le mieux. Ce que je souhaite, c'est qu'il puisse y avoir des semaines à quatre jours ou quatre jours et demi selon les réalités locales, car un village de montagne n'a évidemment pas les mêmes enjeux que la ville de Paris.

Dans vos livres, vous allez beaucoup plus loin. Vous plaidez pour une liberté de recrutement des chefs d'établissement... Osez-vous franchir cette ligne rouge?

Mon objectif est simple: des établissements avec des équipes unies, partageant un projet éducatif fort. Dans ce cadre, oui, il est logique que le chef d'établissement ait un rôle à jouer en matière de recrutement. Cela se pratique d'ailleurs dans les lycées français à l'étranger et participe à leur rayonnement. Les professeurs auraient tout à gagner à ces évolutions. On va en discuter sereinement dans les mois à venir.

Vous pensez donc que les enseignants sont prêts à sortir du fameux « mouvement national » qui, depuis des années, décide de leur affectation en fonction du seul critère d'ancienneté, sous le contrôle strict des syndicats?

Je pense surtout que le dialogue permettra de faire émerger les solutions les plus pertinentes. Chacun mesure les défauts du système actuel, sa rigidité, sa difficulté à répondre aux vrais défis de l'école. Par exemple, il est évident que nous avons besoin davantage de professeurs expérimentés dans l'éducation prioritaire. A l'inverse, être d'emblée confronté à la grande difficulté scolaire, ce n'est pas la meilleure manière de découvrir le métier de professeur. Pour faire réussir les élèves, il faut des professeurs bien formés, heureux d'être là où ils sont, travaillant en équipe, ayant confiance en l'institution. L'objectif, nous le partageons tous. Après, la façon dont on va y arriver, il faut en discuter dans le cadre de larges concertations.

Idem pour la rémunération au mérite?

Ne créons pas des angoisses inutiles. Je suis le ministre des professeurs, je les respecte, j'en suis issu dans tous les sens du terme. Tout ce que je vais faire visera à les soutenir dans leurs missions.

Vous ne craignez pas un tir de barrage syndical?

Les professeurs perçoivent bien qu'on est arrivé au bout de cer-



Accompagné de *Gérald Darmanin*, ministre des Comptes publics, *Jean-Michel Blanquer* est venu distribuer des recueils des « Fables » de *La Fontaine aux élèves* d'une classe de *Tourcoing*, en juin.

taines logiques. Ils ont envie de passer à une gestion des ressources humaines rénovée, davantage ancrée dans le qualitatif. Par ailleurs, il y a eu une élection présidentielle, des élections législatives, des choses se sont dites, le peuple français a approuvé les orientations présentées, chacun doit en tenir compte. C'est une évidence.

Vous avez annoncé beaucoup de nouvelles mesures. Et dans le même temps, on apprenait que votre budget serait réduit de 75 millions d'euros en 2017. Comment allez-vous résoudre la quadrature du cercle?

Le gouvernement a eu le mérite d'affronter une situation financière très dégradée, tout en se mettant en situation de définir des priorités budgétaires claires. Et comme le président de la République et le Premier ministre s'y sont engagés, le budget 2018 de l'Education nationale fera clairement partie de ces priorités et reflétera nos ambitions, notamment pour l'école primaire. L'Education nationale doit cependant être mieux gérée au cours des prochaines années pour contribuer à l'effort national.

Vous souhaitez également réhabiliter les internats, où 40 000 places sont aujourd'hui vacantes. Vu vos contraintes budgétaires, est-ce bien judicieux?

C'est plus que judicieux, c'est crucial. L'internat répond à un enjeu social fort. Il y a des réussites en éducation prioritaire, mais des facteurs extrascolaires – le sommeil, la nourriture, la vie de quartier – peuvent peser sur la trajectoire des élèves, parfois de manière décisive. Dans le même temps, je constate qu'à 100 km de Paris, de Marseille, de Lyon ou d'autres métropoles, nous avons des internats avec beaucoup de places disponibles. En ouvrant ces internats aux enfants des grandes villes, on redonnerait de la vitalité à ces établissements, et autant aux territoires



qui les accueillent. Aujourd'hui, beaucoup de collectivités construisent ou rénovent des bâtiments et constatent ensuite qu'ils ne sont pas utilisés. Pourquoi? Parce qu'il manque des projets éducatifs ambitieux. Un internat, ce n'est ni un hôtel ni une prison. Ce doit être un internat-liberté, qui offre à la fois un cadre et une ouverture à la culture, au sport, à la nature, à des opportunités qui n'existent pas toujours dans les milieux défavorisés. C'était le sens des internats d'excellence que j'avais déployés en 2009.

Mais que proposez-vous pour les autres, ceux qui resteront dans leur collège-ghetto? A vous entendre, ils risquent de s'y perdre?

Je n'ai jamais prétendu que l'internat était l'alpha et l'oméga de la lutte contre l'échec scolaire. Bien évidemment, il faut s'atteler en parallèle à la rénovation de l'éducation prioritaire et à l'attractivité des collèges grâce à des projets éducatifs ambitieux. Je prends très au sérieux la devise de l'éducation prioritaire: « Donner plus à ceux qui ont besoin de plus. » Si on est réellement pour le progrès, la réussite concrète des enfants, il faut des parcours personnalisés, qui amènent chacun au meilleur de lui-même.

Vous parlez de rénover l'éducation prioritaire. Pourtant, la recherche montre que, faute de mixité sociale, celle-ci donne très peu de résultats. Pourquoi continuer à en faire votre priorité?

Parce que ma vision de l'éducation prioritaire n'est pas faite de territoires figés. Dans l'éducation prioritaire, il faut plus de moyens, mais surtout plus de projets éducatifs. Quand vous créez une classe bilingue, une classe musique ou une classe latin-grec dans un collège défavorisé, vous incitez les enfants des classes moyennes à y rester. Ça, c'est efficace. ➔

LES NOUVEAUTÉS DE M. BLANQUER

DÈS LA RENTRÉE

LE DÉDOUBLEMENT DES CLASSES DE CP DANS LES RÉSEAUX D'ÉDUCATION PRIORITAIRE

Dès septembre, la majorité des 2 300 classes de CP classées REP+ – celles qui accueillent les enfants les plus défavorisés socialement – verront leurs effectifs passer d'un maximum de 24 à 12 élèves.

DES ÉTUDES DIRIGÉES GRATUITES DANS TOUS LES COLLÈGES DE FRANCE

Ces cours de soutien scolaire seront proposés dès la Toussaint à tous les collégiens. Ils seront assurés par des enseignants rémunérés (en heures sup), des bénévoles (retraités et étudiants), ainsi que 10 000 jeunes en service civique.

DES STAGES GRATUITS D'UNE SEMAINE AVANT L'ENTRÉE EN 6^e

Ces stages existaient déjà, mais toutes les écoles ne les proposaient pas, faute d'enseignants disponibles. Ils seront généralisés dans l'éducation prioritaire.

LES CLASSES BILINGUES/EUROPEENNES ET DES OPTIONS LATIN/GREC

Retour de ces filières d'excellence, condamnées par la réforme du collège de Najat Vallaud-Belkacem. Le ministre multiplie même les possibilités d'options.

LA RENTRÉE EN MUSIQUE

Du CP à la seconde, les nouveaux élèves devraient être accueillis en musique par leurs aînés.

LE RETOUR DU REDOUBLEMENT

Le redoublement, dont le principe avait été interdit en 2014, sauf demande des parents, peut à nouveau être proposé par les conseils de classe « en dernier recours » et « doivent rester rares », précise le ministre.

L'ASSOUPLISSEMENT DES RYTHMES SCOLAIRES

L'Etat a laissé aux communes la liberté de repasser à la semaine de 4 jours ou la possibilité de conserver l'organisation actuelle en 4 jours et demi. Selon le ministère, 31% des écoles, en majorité dans les zones rurales, sont ainsi revenues à l'ancienne formule.

ET POUR PLUS TARD...

LE DÉPOUSSIERAGE DU BAC

A l'horizon 2021, le bac se réduira à quatre épreuves, les autres disciplines étant validées au contrôle continu. En contrepartie, le niveau d'exigence des épreuves en question sera « remusclé ». Une vaste concertation sera lancée pour préciser les modalités de cette réforme.

ET AUSSI:

Les pistes évoquées dans « l'Obs » : relance des internats, liberté de recrutement pour les chefs d'établissement, remise en cause du collège unique...



► 24 août 2017 - N°2755



Accompagné de Gérard Darmanin, ministre des Comptes publics, Jean-Michel Blanquer est venu distribuer des recueils des « Fables » de La Fontaine aux élèves d'une classe de Tourcoing, en juin.



► **Ces classes à options, Najat Vallaud-Belkacem les avait supprimées, considérant qu'elles profitaient aux plus favorisés et répartissaient les élèves par niveaux.**

C'est exactement le contraire. Moi, ce que j'ai surtout vu, dans mes fonctions de recteur, ce sont des effets d'entraînement, de prestige et des établissements qu'on a entièrement requalifiés en Guyane ou en Seine-Saint-Denis, par exemple, grâce à l'arrivée de classes à options. D'ailleurs, les professeurs savent que ce que je dis là est vrai. Ils étaient opposés à cette réforme et on a essayé de les faire passer pour des rétrogrades. La réalité, c'est qu'ils avaient travaillé, s'étaient investis dans des projets d'excellence et qu'ils vivaient légitimement cette réforme comme un désaveu.

En fin de quinquennat, le gouvernement précédent s'est attaqué à la carte scolaire pour sortir des situations de ségrégation qui prévalent dans des grandes villes comme Paris. Vous poursuivrez ce chantier? Ou vous estimez que c'est une cause perdue?

Il y a des expérimentations en cours que je respecte, et que je vais regarder avec attention. On fera évoluer les choses si les résultats sont probants. Mais je ne crois pas qu'il y ait de recette magique en matière de carte scolaire. Pour moi, la clé c'est de travailler sur l'attractivité de tous les établissements. Dans le cadre de l'autonomie que nous allons progressivement encourager, rien n'interdira d'avoir plusieurs colorations de parcours dans un même collège. Quatre sixièmes avec quatre spécialités différentes – langues, musique, sport, nature par exemple. Pas de hiérarchie entre elles. Juste une prise en compte des désirs et des talents de l'enfant.

Les sociologues de l'éducation vous rétorqueront qu'à 11 ans les choix d'orientation sont très déterminés socialement, et que le public de vos classes sport ne sera pas exactement celui des classes latin-grec...

Je ne le crois pas. La vérité, c'est que les enfants au moment d'entrer en 6^e ont des désirs. Que le désir d'apprendre, c'est la chose la plus magnifique qui soit. Au lieu de chercher à l'éteindre, on doit le cultiver. On doit aussi dialoguer avec les familles pour stimuler leurs ambitions. C'est pourquoi je renforcerai le dialogue avec les parents, notamment en éducation prioritaire.

Pour cultiver ce désir d'apprendre, il faut des profs expérimentés dans les établissements les plus difficiles. Le candidat Macron avait promis une prime annuelle de 3 000 euros pour les enseignants en éducation prioritaire. Elle n'est toujours pas budgétée...

Ce sera fait au cours du quinquennat. Mais l'enjeu n'est pas seulement financier. Il est aussi qualitatif et humain. Si vous avez des projets éducatifs qui tiennent la route, des chefs d'établissement fédérateurs, vous créez un bien-être professionnel, et vous devenez attractifs vis-à-vis des enseignants. Ce sera une



"LA CLÉ, C'EST DE TRAVAILLER SUR L'ATTRACTIVITÉ DES ÉTABLISSEMENTS."

JEAN-MICHEL BLANQUER

prime incitative qui permettra de constituer des équipes soudées.

Les enquêtes internationales montrent que l'école française fait surperformer les meilleurs et laisse les plus fragiles sur la touche. Nombre de grandes voix de l'éducation - Philippe Meirieu, François Dubet, Marie Duru-Bellat - y voient le symptôme d'une école façonnée par les élites pour les élites. Qu'en pensez-vous?

Ce discours qu'on qualifiera d'égalitariste a surtout poussé à détruire des choses qui fonctionnaient parfaitement. C'est le cas en matière de lecture, mais on pourrait parler des mathématiques modernes, qui devaient combattre les inégalités et finalement les ont accentuées. Ceci est d'autant plus choquant qu'on a utilisé ces méthodes pédagogiques fragilisantes avec les publics les plus fragilisés. A mes yeux, c'est ce cocktail de fragilité sociale et de fragilité pédagogique qui donne les échecs que l'on connaît. Davantage que l'élitisme supposé du système.

Et pourtant, vous vous en prenez au « conformisme de notre système scolaire », où les élèves seraient « infantilisés » et le « savoir délivré ex cathedra ». Vous voilà repassé dans le camp des pédagogues à la Meirieu...

Mais ça n'est pas contradictoire. Quand je dis que je ne veux ni pédagogisme ni égalitarisme, c'est précisément parce que j'aime l'égalité et la pédagogie. Il est important d'être dans la créativité et l'innovation pédagogique; j'ai toujours plaidé pour cela. En poussant à une introduction intelligente des technologies numériques – que ce soit la robotique ou les intelligences artificielles, qui permettent de traiter certaines dyspraxies, en m'intéressant aux enseignements des neurosciences sur les mécanismes de

l'apprentissage, en soutenant des expérimentations innovantes au bénéfice des enfants issus de milieux modestes, je l'ai maintes fois prouvé. Il y a beaucoup de pistes à explorer, tant dans la tradition que dans la modernité. Nous devons juste veiller à ce que les méthodes utilisées aient des assises scientifiques solides. Ou, lorsque nous sommes dans le cadre de l'innovation, qu'elles soient dûment évaluées.

Vous avez une foi sans limite en l'école. Vous ne croyez pas aux déterminismes sociaux?

Je pense qu'il y a des déterminismes sociaux, mais je crois sincèrement qu'on peut les vaincre. Un de nos problèmes en France, c'est qu'à force de nous enfermer dans un discours sur les déterminismes, nous les avons paradoxalement accentués. Dans un livre du sociologue Stéphane Beaud, un de ses anciens étudiants d'origine maghrébine raconte qu'à force d'être renvoyé à son statut de fils d'immigré, victime du système, il avait fini par en conclure qu'il ne pouvait pas s'en sortir. Il faut rompre avec cette vision doloriste du monde. Cultiver l'optimisme, le volontarisme, et tirer tout le monde vers le haut.